



# histoires communautaires

Octobre 2005

ISBN #1-55382-155-6

## *Quartiers en essor démarre dans Scarborough Village*

*L'initiative Quartiers en essor est peut-être complexe mais ses objectifs sont clairs. L'initiative porte sur de vraies personnes qui s'entraident dans le but de faire de leurs quartiers des milieux de vie plus agréables où vivre. Depuis son lancement en février 2005, Quartiers en essor a inspiré de l'optimisme et suscité de l'espoir dans les collectivités. Les partenaires sont excités de constater que le programme atteint les résultats escomptés : des citoyens et citoyennes s'impliquent dans la revitalisation de leurs quartiers et le gouvernement reçoit la rétroaction dont il a besoin pour les soutenir efficacement. Dans cette collection d'histoires, on présente chacun des quartiers participant à Quartiers en essor tel qu'il était au début de l'initiative. Une deuxième collection d'histoires sera publiée lorsque Quartiers en essor prendra fin au bout de quatorze mois afin de documenter les changements et les apprentissages résultant de ses actions. Pour en savoir plus à propos de Quartiers en essor, visitez le [www.anccommunity.ca](http://www.anccommunity.ca)*

### *Brève historique*

Une partie de Scarborough, connu sous le nom de Scarborough Village, a été choisie pour participer à Quartiers en essor – Toronto. S'étendant vers le nord à partir d'une série de falaises sablonneuses longeant la côte du Lac Ontario, Scarborough a d'abord été une colonie agricole où se sont établis, durant les années 1800, des immigrants venus surtout d'Angleterre et d'Écosse. Au cours de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, Scarborough s'est transformé pour devenir une banlieue de Toronto. Vagues successives d'ensembles résidentiels, mille doré de mails linéaires et réseau routier bien aménagé, tout cela a contribué à faire de Scarborough une banlieue-dortoir convenant aux familles à revenu moyen. On y a construit, durant les années 1960 et subséquemment, des tours d'habitations à prix modique dans le but de loger les nouveaux immigrants, mais les programmes et les services d'établissement n'ont pas suivi les changements démographiques.



Au début des années 1980, lorsque le Grand Toronto (d' alors) cherchait des lots à prix modeste pour y bâtir des logements sociaux, le maire de Scarborough a proposé de lui vendre des terrains pour la construction de tours d' habitations.<sup>1</sup> Souvent adjacents à des zones industrielles, des voies ferrées et des voies à circulation rapide, ces ensembles résidentiels se retrouvaient isolés géographiquement. Beaucoup des logements étaient habités par des immigrants récents. Parce ce que leur logement ajoutait à leur sentiment de marginalisation et à cause des barrières de langue et d'accessibilité, ces nouveaux arrivants n'ont pas pressé les autorités en place pour obtenir des programmes sociaux ou de meilleures conditions de vie. De plus, Scarborough, contrairement au centre-ville de Toronto, n'était pas doté d'un réseau d'organismes communautaires bien ancrés dans son milieu et capables d'assurer le financement de programmes. L'immigration accélérée des années 1990 a, par ailleurs, eu pour effet d'accroître le nombre de nouveaux arrivants dans un secteur déjà pauvre en termes de services.

À la fin des années 1980, il s'est manifesté un phénomène inquiétant : des familles sans logement venaient s'ajouter à la population de sans-abri de Toronto et le centre-ville ne disposait pas de centre d'hébergement pour les recevoir. Une fois de plus, le conseil municipal de Scarborough a proposé une solution à prix modique pour combler cette lacune. C'est ainsi qu'une rangée de motels inutilisés, situés le long de Kingston Road à Scarborough, fut transformée en abris pour ces familles. Toutefois, faute de cuisine dans chaque unité, la sécurité alimentaire s'est avérée un problème. Certains résidants de Scarborough ont commencé à se plaindre à l'hôtel de ville de Toronto de l'état délabré de ces logements et à demander qu'on nettoie le secteur.

Au moment de la fusion de la Ville de Toronto en 1998, la population de Scarborough a eu à faire

face à une nouvelle réalité. Ce qui avait été auparavant un secteur d' habitations ignoré, pauvre en services (y compris les motels abritant les familles sans abri) et réservé aux personnes à faible revenu relevait dorénavant de la responsabilité immédiate de Scarborough, en vertu de son nouveau rôle comme membre de la municipalité fusionnée. Les statistiques de 2001 démontrent qu'en dépit du fait que l'ancienne Ville de Scarborough se percevait toujours comme une banlieue-dortoir dépendante de l'automobile, la moitié de ses 593 297 résidentes et résidants étaient des immigrants récents et 60 p. cent appartenaient à une minorité visible.

Le nouveau conseil municipal de Toronto administre quatre conseils communautaires qui s'occupent des problèmes d'intérêt local. Le secteur couvert par un de ces conseils correspondait au moment de la fusion étroitement aux frontières de l'ancienne Ville de Scarborough. Au fil du temps, les frontières des trois autres conseils communautaires ont été modifiées pour répondre à diverses exigences, mais celles qui délimitent Scarborough sont restées les mêmes.

En 2003 les citoyens et citoyennes et les prestataires de services ont commencé à exercer des pressions pour changer des choses. Au printemps 2003, un groupe d'environ quarante personnes se sont mises à se réunir sur une base régulière pour discuter de la façon de communiquer la personnalité multiculturelle de Scarborough et ses besoins aux conseillers municipaux. C'est ainsi que naissait le Réseau d'action communautaire de Scarborough (RACS).

### *Le nouveau visage (et lieu) de la pauvreté à Toronto*

Un secteur de Scarborough Village a été choisi par Centraide du Grand Toronto (CGT)

comme point de mire de Quartiers en essor en partie parce que le secteur correspond aux types de changements qui ont marqué les quartiers de Toronto depuis les vingt dernières années. Avant 1981, les familles à faible revenu étaient réparties plutôt également dans la Ville mais par la suite, sont apparus des foyers concentrés de pauvreté élevée et des quartiers entiers sont devenus défavorisés. Les anciennes municipalités de Scarborough, North York et Etobicoke ont vu un accroissement dramatique du nombre de quartiers pauvres sur leurs territoires respectifs.

Centraide du Grand Toronto et le Conseil canadien de développement social ont souligné ce phénomène de l'augmentation de la pauvreté par quartier dans un rapport intitulé « *Poverty by Postal Code* » [CGT et CCDS, 2004]. Le rapport, un abrégé en quelque sorte du problème, confirmait le changement d'orientation de CGT et sa volonté d'axer dorénavant ses interventions sur des initiatives de développement communautaire et de revitalisation de quartiers. Quartiers en essor persistera sur cette voie en appuyant, notamment, les efforts pour influencer la mise en œuvre de politiques fédérales et locales avec une incidence sur la vitalité des quartiers.

« Toronto a encore des foyers concentrés de pauvreté dans son centre-ville », affirme Susan MacDonnel, directrice de recherche à CGT, « mais la nouvelle donne en termes de pauvreté urbaine c'est ce qui se passe dans les banlieues adjacentes. Scarborough en est un bon exemple. Au départ, conçues pour l'automobile et destinées à accueillir une population à revenu moyen, ces quartiers sont habités aujourd'hui par une population à faible revenu qui n'a pas de voiture et qui dépend beaucoup plus des commerces et des services locaux. Pourtant, ils ont peu de services. Or, c'est cette combinaison de facteurs, à savoir une population défavorisée en pleine croissance et une pénurie de services et de soutien, qui fragilise les collectivités ».

Sean Meagher et trois autres personnes de la firme Public Interest Strategy ont été engagés, dans le cadre de Quartiers en essor, pour faire le travail terrain, en commençant par l'identification du plus grand nombre possible d'acteurs communautaires.

### ***L'évolution du mandat de Centraide du Grand Toronto***

Centraide du Grand Toronto, pour une bonne partie de son histoire, s'est surtout investi dans la collecte et la distribution de fonds à divers organismes de services sociaux. Au cours des années 1990, les changements de politiques gouvernementales et les nouvelles conditions économiques ont incité CGT à réévaluer ses méthodes traditionnelles de travail. L'abolition du programme de logements sans but lucratif et l'élimination du financement consenti aux services d'établissement avaient un impact sur le tissu social de la Ville, tout comme l'accroissement de la disparité des revenus et la concentration accrue de foyers de pauvreté dans les quartiers. À la fin des années 1990, CGT suivait et surveillait les conséquences de ces changements sur les populations vulnérables et sur la collectivité et des études menées sur une base régulière approfondissaient sa compréhension du phénomène.

En 2003, Centraide du Grand Toronto s'est doté d'un nouveau plan stratégique intitulé *Community Matters*. L'organisation met maintenant davantage l'accent sur la recherche, sur la promotion et la défense et la mobilisation, sur le renforcement des capacités organisationnelles, sur les initiatives stratégiques et sur les collaborations. Le développement de la conscience communautaire est également devenu une composante importante de cette nouvelle orientation. De concert avec la Ville de Toronto, CGT travaille actuellement

à l'élaboration d'une stratégie pour remédier aux problèmes d'infrastructure dans les quartiers extrêmement défavorisés de la Ville.

Selon Barney Savage, conseiller principal en matière de politiques de CGT et porteur du dossier développement communautaire, ce changement de direction s'inscrit également dans une autre tendance. Il explique : « Nos donateurs souhaitaient de plus en plus financer le développement communautaire et voulaient qu'on leur rende compte de nos activités et résultats. Nous sommes très heureux de participer à Quartiers en essor. Cela nous permettra de mieux comprendre comment se déploie à l'échelle des quartiers une approche de développement communautaire. Nous serons plus à même de déterminer les ressources financières et humaines requises, l'impact potentiel des politiques fédérales et les avantages pour les résidentes et résidents du secteur. En bout de ligne, Quartiers en essor et les leçons tirées de nos autres activités de développement communautaire nous aideront à mieux comprendre avec qui il faut collaborer dans une initiative de cette nature et l'impact que nous pouvons avoir en tant qu'organisation. Quartiers en essor nous fournit l'occasion unique de mettre à l'épreuve nos idées innovatrices dans un quartier hautement diversifié tout en nous permettant de définir les positions de principes sur lesquelles reposeront nos discussions futures avec les divers ordres de gouvernement ».

Dans la foulée des incidents impliquant des armes à feu survenus récemment à Toronto, l'attention du public s'est attardée au lien entre les foyers concentrés de pauvreté et la criminalité. Les appels des citoyens en faveur d'infrastructures et de services améliorés se sont faits plus urgents, tout comme le besoin de solutions plus globales et efficaces. Barney poursuit ainsi : « Les fusions municipales et les compressions budgétaires ont rendu plus manifeste l'écart entre les quartiers riches et les

quartiers pauvres dans notre ville. Les résidents et résidentes et les prestataires de services souhaitent rétablir un certain équilibre et nous espérons que les efforts déployés dans le cadre de Quartiers en essor pour développer le milieu et renforcer le sentiment d'appartenance communautaire de ses citoyens et citoyennes auront un impact significatif sur la situation et sur les activités en général de CGT ».

### *Sélection du quartier, façon Toronto*

Confronté à la tâche de choisir le quartier où se déroulerait Quartiers en essor parmi cent quarante secteurs potentiels, le personnel de CGT a étudié les secteurs de la ville qui comptaient beaucoup de nouveaux arrivants, des taux de pauvreté élevés, un grand nombre de minorités visibles et des populations importantes d'enfants et de jeunes. Les autres critères de sélection retenus ont été les suivants : la présence dans le quartier d'une organisation d'ancrage et l'existence d'installations communautaires, la réceptivité des résidentes et résidents (établie à partir de réponses fournies lors d'entrevues téléphoniques) et être un des neuf quartiers identifiés par le groupe de travail *Strong Neighbourhoods* comme ayant besoin d'aide immédiate.<sup>3</sup> Une fois qu'on eut réduit à cinq le nombre de quartiers potentiels, le comité de sélection examina à nouveau les critères et Scarborough Village fut choisi.

SusanMacDonnell explique : « Essentiellement, nous avons choisi ce quartier parce qu'il traduisait le mieux les défis que pose la pauvreté en banlieue. Sa population correspond à la nouvelle donne en matière de pauvreté : nombre élevé de nouveaux arrivants, beaucoup de personnes appartenant à des minorités visibles, pénurie de services, proportion élevées de locataire et beaucoup d'enfants et de jeunes ».

Avant d'arrêter sa décision finale, l'équipe de travail a rencontré des personnes impliquées dans les institutions et organismes locaux (par ex. écoles, lieux de culte, services communautaires) et des groupes de résidentes et résidents pour prendre la mesure de leur intérêt à faire partie d'une initiative de cette nature. Non seulement était-il important que le quartier corresponde aux critères de sélection, mais il fallait aussi que la population locale manifeste de l'intérêt et soit prête à s'investir dans la démarche. En fouillant pour établir le niveau d'intérêt, de l'information précieuse fut recueillie à propos de ce que les résidentes et résidents de chaque quartier percevaient comme les forces et les faiblesses de leur quartier.

### *Description du quartier*

La partie de Scarborough Village choisie pour participer à Quartiers en essor est bornée au nord par la voie ferrée du CN, à l'ouest par Bellamy Road, à l'est par la route du Club de golf de Scarborough et au sud par Kingston Road. Selon les données les plus récentes, la population du secteur s'établit à 13 725.

En se promenant le long de Eglinton Avenue, la rue principale de Scarborough Village, une voie large et sans arbre, on remarque une collection de mails linéaires en retrait de stationnements à la chaussée craquelée, des tours de logements sociaux et d'appartements à prix modique, un pont ferroviaire, un concessionnaire automobile et un parc de logements sociaux à l'angle des rues Eglinton et Markham. La plus forte concentration d'habitations à prix modique du quartier est Cougar Court. Il s'agit d'immeubles à logements construits en hauteur dans les années 1960 et qui depuis fournissent un toit à des vagues successives d'immigrants, notamment des personnes venant d'Allemagne, d'Ukraine, de Pologne et, plus récemment, d'Asie du Sud.

Les résidentes et résidents de Scarborough Village qui dépendent des transports en commun se butent souvent à un service discontinu. Eglinton est une station de correspondance, ce qui fait qu'il est difficile de se rendre rapidement d'un secteur de Scarborough à un autre. Le métro ne se rend pas dans cette partie de Scarborough et, même s'il existe un service régulier d'autobus en période de pointe, les autobus sont bondés. Une fois l'heure de pointe terminée, les autobus se font rares, surtout pour les parcours qui partent de Eglinton Avenue, une situation désavantageuse pour les travailleurs à faible revenu qui sont souvent affectés à des quarts de travail, ou travaillent la nuit et les fins de semaine.

Scarborough Village est doté d'un grand centre commercial, mais les prix dans les magasins à rayons et les épiceries sont trop élevés pour la majorité de la population locale. On peut trouver, dans les mails linéaires locaux, beaucoup d'aliments ethniques, des vêtements et des activités récréatives, le tout à distance de marche pour les résidentes et résidents du quartier.

Les enfants de Scarborough Village ont le choix de trois écoles élémentaires. L'école publique Cedar Drive, qui reçoit les enfants de Cougar Court, compte une importante population d'enfants dont l'anglais est la langue seconde et son taux de roulement étudiant annuel est de 50 p. cent. L'école publique Mason Road, un peu plus à l'ouest, près de Eglinton Avenue, reçoit des enfants qui habitent les logements sociaux municipaux et de petites maisons unifamiliales modestes. L'école catholique Saint-Boniface est située encore plus au sud, sur la rue Markham, une partie du quartier où il commence à y avoir des arbres. Le personnel des trois écoles travaille très fort pour s'assurer que leurs étudiants et leurs familles reçoivent les services dont ils ont besoin.

L'organisme Westhill Neighbourhood Services, qui comprend un centre de santé communautaire et offre un éventail de programmes communautaires, est partie de Kingston Road plus à l'est pour se relocaliser dans Scarborough Village. Westhill est l'organisation identifiée comme point d'ancrage par Centraide du Grand Toronto. Malgré la transition que vit l'organisme depuis sa relocalisation et l'adaptation à sa nouvelle clientèle, il est reconnu pour l'hébergement de services communautaires et sociaux très utiles. Westhill est installé sur le côté sud de Kingston Road, près de la rue Markham.

Le quartier est doté d'un centre récréatif moderne et d'une salle de théâtre communautaire à proximité de l'école publique Mason Road, mais le quartier n'a pas de gymnase ou de piscine convenables. Bien que les programmes de la ville aient surtout visé les personnes âgées, les employés municipaux sont à la recherche de façons de mieux servir toutes les populations du quartier et ils appuient, depuis ses débuts, l'initiative Quartiers en essor.

### *La population de Scarborough Village*

Soixante et un pour cent des 13 725 résidents de Scarborough Village sont nés à l'extérieur du Canada, 72 p. cent appartiennent à une minorité visible et 49 p. cent parlent une langue autre que l'anglais à la maison. Soixante-quatre pour cent des quelque 8 372 résidents nés à l'extérieur du Canada sont arrivés dans le quartier de 1991 à 2001. La population de Scarborough Village parle plus de vingt-six langues différentes. Après l'anglais, ce sont le tamil et l'urdu qui sont les langues les plus parlées; pour 31 p. cent, le tamil est la langue maternelle et pour 10 p. cent, l'urdu.

Selon Sean Meagher, administrateur local de Quartiers en essor : « La population dont la langue est l'urdu continue d'augmenter [de 10

p. cent] à cause d'une vague d'immigration continue venant du Pakistan. On trouve aussi dans le village un nouveau sous-groupe d'immigrants parlant l'urdu. Ce sont des immigrants nés au Pakistan mais qui ont quitté les États-Unis suivant les événements du 9 septembre. Nous commençons à peine à comprendre les sous-groupes qui composent une même communauté ethnique. Nous avons également remarqué une tendance en termes de mouvement des populations. C'est ainsi que divers groupes s'établissent dans le quartier, y prospèrent puis déménagent plus au sud, dans des secteurs plus verts de Scarborough Village. Quoique beaucoup de personnes quittent le secteur lorsque leur situation financière s'améliore, il reste dans le quartier les vestiges de ses différentes communautés ethnoculturelles de passage. Cela ajoute de la couleur et de la saveur au quartier ».

La plupart des résidents et résidentes du quartier en âge de travailler (âgés de plus de vingt ans) ont obtenu un diplôme d'études secondaires ou plus (89 p. cent) quoi qu'ils soient moins nombreux que les autres résidents de Toronto à avoir une formation de niveau universitaire (23 p. cent à comparer à 36 p. cent).

Les deux tiers des résidentes et résidents âgés de quinze à vingt-quatre ans fréquentent l'école. Ils sont 90 p. cent à la fréquenter à temps plein. Par contre, le tiers de ceux qui ne vont pas à l'école représente un immense bassin de jeunes insuffisamment instruits et dont les perspectives d'emploi sont limitées. Le fait que Scarborough Village et Galloway Road, juste à côté, fassent tous deux partie de l'initiative de sécurité communautaire du maire pour réduire la criminalité chez les jeunes témoigne des efforts qu'il reste à déployer dans les secteurs de l'éducation et de la formation des jeunes.

Le revenu annuel moyen des résidents du quartier est de 17 216 \$ (la moyenne pour Toronto est de 23 491 \$) et 18,6 p. cent de la population

reçoit une forme ou une autre de paiement de transfert, un pourcentage deux fois plus élevé que pour les autres Torontois et Torontoises.

Les résidentes et résidents du quartier vivent surtout dans des immeubles à logements de plus de cinq étages. Ils sont quelque 83 p. cent à vivre dans ce type d'habitation (comparativement à 38 p. cent pour le reste de la ville) et 72 p. cent sont locataires (49 p. cent des Torontois sont locataires). Dans l'ensemble, les enfants (âgés de cinq à quatorze ans) et les jeunes adultes (âgés de vingt-quatre à quarante-quatre ans) forment les plus importantes cohortes démographiques du quartier, représentant respectivement 18 p. cent et 31 p. cent de la population. À comparer au reste de la ville, moins de personnes dans Scarborough Village sont propriétaires d'une voiture et elles sont plus nombreuses à se servir des transports en commun.

Les statistiques sont un point de départ pour comprendre l'essentiel des problèmes du quartier. À mesure que le milieu (avec l'aide de Quartiers en essor) comprendra mieux ses sous-groupes de population, les besoins propres à chacun de ces groupes seront plus manifestes et la voie à suivre deviendra plus claire.

### *Actifs communautaires*

Les résidentes et résidents de Scarborough Village sont fiers des services que leur offre la Ville et auxquels ils ont un accès rapide. Ainsi, le centre de santé communautaire Westhill, la ligne secours 211 pour les services sociaux de la ville, le service d'interprétation par téléphone de la bibliothèque publique de Toronto et les deux forums communautaires du Réseau d'action citoyenne de Scarborough (RACS) sont au nombre des actifs communautaires importants qui ont été identifiés par les répondants lors des entrevues téléphoniques

réalisées par Centraide dans le but d'évaluer la réceptivité de la population à l'endroit de Quartiers en essor.

Le RACS a tenu son premier forum communautaire en septembre 2003 et la firme Public Interest a été engagée pour l'aider à en organiser un deuxième, le Sommet communautaire de Scarborough, en novembre 2004. Mille cent personnes ont participé au forum et neuf cent petits groupes de deux ou trois personnes ont participé, sur une période de deux mois, aux travaux préparatoires à l'évènement. Cet exercice a été très formateur pour Quartiers en essor.

Depuis qu'ils se sont joints à Quartiers en essor en mai, Sean et ses collègues ont parlé à des centaines de personnes et distribué beaucoup de dépliants dans le quartier pour annoncer aux résidentes et résidents les objectifs de l'initiative et pour les encourager à assister à son lancement, le 28 juin, dans le centre communautaire. Selon Sean : « Le fait d'organiser le lancement dans le centre récréatif a permis à un public nouveau et plus diversifié de découvrir les lieux. Chaque siège était occupé. Nous avons présenté l'initiative aux personnes présentes et leur avons dit que les orientations et réalisations de Quartiers en essor dépendraient d'elles. Nous avons divisé les participants en petits groupes et leur avons demandé de dresser une liste des choses qui fonctionnaient bien dans leur milieu et des choses qui fonctionnaient mal. Nous leur avons demandé de nous faire part de leurs rêves. Au début de la rencontre, il y avait des personnes enthousiastes et d'autres qui étaient sceptiques. À la fin, tout le monde est reparti, excité par la perspective d'accroître les actifs de leur collectivité. Nous leur avons demandé de nous aider à identifier les personnes et les sujets qui n'avaient pas encore été touchés et nous poursuivons les pistes qu'ils nous ont fournies ».

À ce jour, l'unique réaction négative face à Quartiers en essor a été provoquée par une décision rendue récemment par RHDCC (Ressources humaines et Développement des compétences Canada) à l'effet de couper le financement d'un organisme communautaire bien apprécié dans le quartier voisin de Scarborough Village. Le East Scarborough Storefront avait loué et aménagé un local dans un petit centre commercial et, selon un horaire tournant, les organismes locaux s'en servaient pour offrir à la population locale des services tels l'apprentissage de l'anglais langue seconde ou de la formation en emploi. « Il a fallu dissiper cette notion à l'effet que le même ministère retirait de l'argent d'un programme pour le redistribuer à un autre », explique Sean. Cette situation a mis en lumière l'importance du processus parallèle entrepris par Quartiers en essor d'identifier et d'abolir les obstacles érigés par l'administration municipale et les gouvernements provincial et fédéral qui nuisent à la revitalisation communautaire.

La réaction positive des citoyennes et citoyens, des employés du centre communautaire, des travailleurs de la santé municipaux, des groupes confessionnels, des écoles, des associations de locataires, des travailleurs auprès des immigrants, des propriétaires d'entreprises et des prestataires de services communautaires à l'endroit de Quartiers en essor a convaincu Sean que le choix du quartier Scarborough Village est un excellent choix. « Les gens de ce quartier étaient déjà prêts à agir, à faire bouger les choses, mais ils avaient besoin d'un pôle autour duquel s'organiser », dit Sean. « Quartiers en essor sera ce pôle. Nous allons aider les gens à coordonner leurs efforts. Nous leur fournirons les outils, les contacts et les compétences dont ils ont besoin pour qu'il se passe des choses ».

Au cours de l'été 2005, les problèmes de sécurité sont devenus une préoccupation majeure

dans Scarborough Village suivant des incidents impliquant des armes à feu qui ont eu de graves répercussions sur l'ensemble de la collectivité. Les talents d'organisateur de l'équipe de Sean de même que les entrées dont jouissent CGT et Quartiers en essor auprès de décideurs de divers échelons sont susceptibles de jouer un rôle déterminant dans la réponse de Scarborough Village à ces malheureux événements.

En dépit de ces problèmes de sécurité bien réels, on a tout lieu de se réjouir des actions entreprises par la population pour s'attaquer aux problèmes de pauvreté dans Scarborough Village. Même si le quartier dispose de peu de lieux communautaires pour mettre à la disposition des organismes, la population et les organisations ont réussi, malgré tout et avec très peu de ressources, à mettre sur pied des programmes.

Par exemple, le *Aisling Discoveries Child and Family Centre*, une organisation de santé mentale et de soutien, offre un programme d'aide à l'établissement et un programme de formation parentale à même les locaux de l'école Saint-Boniface. (Grâce à cette activité, l'école Saint-Boniface s'est vu décerner un prix par la commission scolaire en reconnaissance de sa programmation innovatrice). Un groupe de résidents d'un immeuble de logements sociaux offre dans un local de l'immeuble un programme de petit déjeuner. Un service d'aide à l'emploi, situé au deuxième étage d'un centre commercial du quartier, récupère des ordinateurs usagés du collège Centennial et offre aux toxicomanes et aux alcooliques des possibilités de traitement et de la formation en informatique. Il existe dans le quartier des associations bénévoles de locataires ainsi que des comités de parents dans les écoles. Des intervenants auprès des immigrants se sont associés aux écoles du quartier pour aider les nouveaux arrivants à naviguer dans les dédales du système. Malgré un manque de communication



et de coordination, ces activités illustrent un esprit communautaire bien vivant sous une surface que les gens de l'extérieur assimilent à un quartier défavorisé.

Selon Sean : « C'est excitant de rencontrer des personnes prêtes à relever des défis. La population et les organismes communautaires de Scarborough Village ont bâti des choses intéressantes avec leurs mains nues. Grâce à Quartiers en essor, nous leur fournirons des outils bâtir en bâtir des extraordinaires ».

Anne Makhoul

Anne Makhoul est coordonnatrice de la collection des histoires communautaires pour le compte de Caledon Institute of Social Policy.

#### Notes

1. Avant la fusion du 1<sup>er</sup> janvier 1998, le territoire de la ville actuelle de Toronto comptait sept municipalités distinctes : Metro Toronto, Etobicoke, City of York, North York, East York, Toronto et Scarborough.

2. En 1998, la présidente (d'alors) de CGT, Anne Golden, a présidé le Homelessness Action Task Force (groupe de lutte contre l'itinérance). Le rapport final du groupe de travail, *Taking Responsibility for Homelessness : An Action Plan for Toronto*, a été rendu public en 1999. Cent cinq recommandations furent formulées s'adressant aux divers ordres de gouvernement et les auteurs y mettaient de l'avant un plan d'action pour régler le problème de l'itinérance. Pour avoir plus de détails et lire les recommandations, visitez le site Web suivant : <http://www.unitedwaytoronto.com>.

3. En mai 2004, CGT et la Ville de Toronto, forts de l'appui des gouvernements fédéral et provincial, ont créé un groupe de travail dont le mandat était d'élaborer des solutions à long terme et diversifiées pour renforcer les quartiers de Toronto. Ce groupe de travail se voulait une réponse au rapport *Enough Talk* émanant du *Toronto City Summit*

*Alliance* qui avait souligné l'importance de se doter de quartiers vibrants et en santé ainsi qu'au rapport de CGT, *Poverty by Postal Code*. Les constats et les recommandations du groupe de travail ont été publiés en juin 2005 dans un rapport intitulé « *A Call to Action : A Report of the Strong Neighbourhood Task Force* ». On peut l'obtenir à l'adresse électronique suivante : <http://www.unitedwaytoronto.com>.

4. Beaucoup de problèmes ont été identifiés lors des forums communautaires du RACS. Voici la liste établie en septembre 2003 :

- Accès aux services. Ils sont trop peu nombreux, ceux qui existent sont à la limite de leurs capacités, il n'y a à peu près pas de services de santé communautaires, il manque de services respectueux de la diversité culturelle, le territoire étendu de Scarborough soulève le problème de la proximité, les tarifs demandés pour certains services les rendent inaccessibles aux personnes à faible revenu; problèmes d'accès à l'information, la population n'a plus accès à d'aires publiques dans les écoles et les centres communautaires.

- Emploi et économie. Problèmes liés à la reconnaissance des diplômes des professionnels immigrés au pays.

- Logement. Il faut attendre sept ans pour un logement à prix modique. Un plus grand nombre de personnes risquent de se faire expulser suivant l'adoption en 2000 d'une nouvelle loi sur le logement social. On demande de contrôler le prix des loyers, d'offrir plus de logements locatifs à prix abordable (notamment pour les jeunes et les personnes âgées). On veut avoir accès à de l'information sur les logements à prix abordable et on souhaite de la recherche entourant le revenu annuel garanti.

- Jeunesse (emploi) et représentation politique (peu de contacts, barrières existantes entre les représentants politiques et les nouveaux arrivants). Logements chers équivaut à jeunes sans abri et le quartier n'a qu'un centre d'hébergement. On réclame un conseil jeunesse et des représentants politiques davantage tenus de rendre des comptes.

- La diminution de l'entretien des rues et des aires publiques donne une allure encore plus délabrée au secteur. La représentation qu'en font les médias est souvent négative, ce qui incite moins les entrepreneurs à y investir.

Les problèmes identifiés lors du sommet de novembre 2004 sont les suivants :

- Accès aux services. Systèmes téléphoniques « ingérables », barrière des langues dans la documentation écrite (par ex. les répertoires communautaires).
- Jeunes. Les nouveaux arrivants sont particulièrement sensibles aux pressions de leurs pairs. Coupés de leur culture traditionnelle. Besoin de point de services clairs et efficaces pour les jeunes en détresse.
- Soins de santé. Se trouver un médecin, accès à sa langue maternelle.
- Commission de transport en commun de Toronto. Service médiocre, tarifs élevés.
- Besoin de services pour les nouveaux arrivants (adultes). Aide à la transition et à l'établissement, accès à la formation et à l'emploi (ALS, orientation et transition, logement, programmes parascolaires, programmes récréatifs, services de garde, soutien aux personnes ayant des limitations fonctionnelles), manque de services de traduction et de services juridiques.
- Logement, sécurité du quartier, propreté. Balayage des rues, entretien des rues et des trottoirs, restauration des bâtisses, collecte des vidanges, éclairage, embauche de policiers, programmes jeunesse.

### Notes bibliographiques

Centraide du Grand Toronto et le Conseil canadien de développement social. (2004). *Poverty By Postal Code: The Geography of Neighbourhood Poverty City of Toronto, 1981-2001*. Toronto. [http://www.unitedwaytoronto.com/who\\_we\\_help/pdfs/PovertybyPostalCodeFinal.pdf](http://www.unitedwaytoronto.com/who_we_help/pdfs/PovertybyPostalCodeFinal.pdf)

Centraide du Grand Toronto et la Ville de Toronto. (2005). *A Call to Action: A Report of the Strong Neighbourhood Task Force*. Toronto. [http://www.unitedwaytoronto.com/who\\_we\\_help/pdfs/SNTF-web\\_report.pdf](http://www.unitedwaytoronto.com/who_we_help/pdfs/SNTF-web_report.pdf)

Tous droits réservés © 2005 - Caledon Institute of Social Policy

1600, rue Scott, bureau 620  
Ottawa (Ontario)  
K1Y 4N7

Téléphone : (613) 729-3340

Télécopieur : (613) 729-3896

Courriel : [caledon@caledoninst.org](mailto:caledon@caledoninst.org)

Site Web : [www.caledoninst.org](http://www.caledoninst.org)